

Art. 6. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 juillet 1997 relatif à la procédure de mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Tout militaire qui remplit les conditions visées à l'article 2 de la loi du 25 mai 2000 relative à la mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées, peut demander à bénéficier d'une mise en disponibilité aux conditions fixées dans cette loi. ».

Art. 7. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 14 juillet 1998 répartissant l'enveloppe en personnel pour les militaires du cadre actif en période de paix, les mots « l'arrêté royal du 24 juillet 1997 relatif à l'enveloppe en personnel militaire, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne » sont remplacés par les mots « la loi du 25 mai 2000 relative à l'enveloppe en personnel militaire ».

Art. 9. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Art. 6. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 juli 1997 betreffende de procedure van in beschikbaarheid stellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Elke militair die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2 van de wet van 25 mei 2000 betreffende het in beschikbaarheid stellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht kan, onder de voorwaarden bepaald bij deze wet, een indisponibiliteitstelling aanvragen. ».

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 juli 1998 houdende verdeling van de personeelsenveloppe voor de militairen van het actief kader in periode van vrede worden de woorden « het koninklijk besluit van 24 juli 1997 betreffende de personeelsenveloppe van militairen, met toepassing van artikel 3, § 1, 1^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie » vervangen door de woorden « de wet van 25 mei 2000 betreffende de personeelsenveloppe van militairen ».

Art. 9. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2001 — 1080 [C — 2001/12130]

5 AVRIL 2001. — Arrêté royal exécutant l'article 4bis, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique, notamment l'article 4bis, §§ 1^{er} et 2, inséré par la loi du 23 mars 2001;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1976 relatif à la durée et aux conditions d'utilisation du congé accordé par la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1980, notamment l'article 2, alinéa 1^{er};

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impérieux qu'entrent en vigueur les dispositions exécutant le nouvel article 4bis de la loi du 19 juillet 1976 afin de permettre aux mandataires politiques récemment ou prochainement désignés, suite aux élections communales du 8 octobre 2000, de bénéficier des systèmes de congé politique prévus par cet article pour exercer leur mandat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le travailleur qui remplit la fonction ou le mandat de bourgmestre, d'échevin, de président ou de membre d'un bureau de conseil de district ou de président de centre public d'aide sociale ne peut s'absenter du travail ou suspendre l'exécution de son contrat de travail en vertu de l'article 4bis de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique que pour l'exercice des missions qui découlent directement de l'accomplissement de son mandat ou de sa fonction.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2001 — 1080 [C — 2001/12130]

5 APRIL 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 4bis, §§ 1 en 2, van de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat, inzonderheid op artikel 4bis, §§ 1 en 2, ingevoegd bij de wet van 23 maart 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1976 betreffende de duur en de voorwaarden van de gebruikmaking van het verlof, verleend bij de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 oktober 1980, inzonderheid op artikel 2, eerste lid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de uitvoeringsbepalingen van het nieuwe artikel 4bis van de wet van 19 juli 1976 onverwijld in werking moeten treden om de, ingevolge de gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2000, recent of binnenkort aangeduide politieke mandatarissen, toe te laten te genieten van de systemen van politiek verlof om hun mandaat uit te oefenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De werknemer die het ambt of het mandaat van burgemeester, schepen, voorzitter of lid van een bureau van een districtsraad of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn opneemt, kan slechts van het werk afwezig zijn of de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst schorsen in uitvoering van artikel 4bis van de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat voor de uitoefening van de taken die rechtstreeks voortvloeien uit de uitoefening van zijn mandaat of ambt.

Art. 2. Le travailleur qui remplit la fonction ou le mandat de bourgmestre, d'échevin, de président ou de membre d'un bureau de conseil de district ou de président de centre public d'aide sociale qui désire, pour la première fois dans le cadre de cette fonction ou de ce mandat, s'absenter du travail ou suspendre l'exécution de son contrat de travail pour l'exercice de sa fonction ou de son mandat devra établir la preuve de son mandat ou de sa fonction préalablement à l'exercice de ce droit ou au plus tard en même temps que l'information visée à l'article 3 ou 4.

Art. 3. Le travailleur qui remplit la fonction ou le mandat de bourgmestre, d'échevin, de président ou de membre d'un bureau de conseil de district ou de président de centre public d'aide sociale et qui s'absente du travail pour l'exercice de son mandat ou de sa fonction en vertu de l'article 4bis, § 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique informe son employeur au plus tard le mercredi de la semaine précédant la semaine de son absence du calendrier de ses absences.

En cas de force majeure, nonobstant un calendrier de ses absences éventuellement communiqué conformément à l'alinéa 1^{er}, par dérogation à ce même alinéa, le travailleur informe son employeur dès que possible de son absence.

Art. 4. Le travailleur qui remplit la fonction ou le mandat de bourgmestre, d'échevin, de président ou de membre d'un bureau de conseil de district ou de président de centre public d'aide sociale et qui désire suspendre l'exécution de son contrat de travail pour l'exercice de sa fonction ou de son mandat en vertu de l'article 4bis, § 2, de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique informe par écrit son employeur de la date à laquelle la suspension prend cours ainsi que de la durée de celle-ci.

Lorsqu'il s'installe dans la fonction ou le mandat de bourgmestre, d'échevin, de président ou de membre d'un bureau de conseil de district ou de président de centre public d'aide sociale, le travailleur communique cette information à son employeur au plus tard à la date à laquelle la suspension prend cours.

En cas de renouvellement de la suspension ou de suspension intervenant au cours de l'exercice de la fonction ou du mandat, le travailleur communique cette information à son employeur au moins un mois avant la date à laquelle le renouvellement ou la suspension prend cours, à moins que l'employeur accepte un terme plus court.

Art. 5. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 décembre 1976 relatif à la durée et aux conditions d'utilisation du congé accordé par la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1980, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « à l'exclusion du mandat ou de la fonction de bourgmestre, d'échevin ou de président de centre public d'aide sociale » sont insérés entre les mots « collège exécutif » et « comprend ».

2° Dans le tableau figurant au 3°, sont abrogées les colonnes relatives au bourgmestre, aux échevins et au président du conseil de l'aide sociale.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 19 juillet 1976, *Moniteur belge* du 24 août 1976.

Loi du 23 mars 2001, *Moniteur belge* du 5 avril 2001.

Art. 2. De werknemer die het ambt of het mandaat van burgemeester, schepen, voorzitter of lid van een bureau van een districtsraad of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn opneemt en die, voor de eerste maal in het kader van dit ambt of mandaat, van het werk afwezig wenst te zijn of de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst wil schorsen voor de uitvoering van zijn ambt of mandaat, zal, voorafgaand aan de uitoefening van dit recht of ten laatste op het moment waarop de in artikel 3 of 4 bedoelde informatie wordt gegeven, het bewijs moeten leveren van zijn mandaat of ambt.

Art. 3. De werknemer die het ambt of mandaat van burgemeester, schepen, voorzitter of lid van een bureau van een districtsraad of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn opneemt en die afwezig is van het werk voor de uitoefening van zijn mandaat of ambt, op basis van artikel 4bis, § 1, van de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat, brengt zijn werkgever op de hoogte van zijn geplande afwezigheidsdagen ten laatste de woensdag van de week die de week van zijn afwezigheid voorafgaat.

Ingeval van overmacht, en niettegenstaande eventueel geplande afwezigheidsdagen bekendgemaakt overeenkomstig het eerste lid, brengt de werknemer, in afwijking van hetzelfde lid, zijn werkgever zo spoedig mogelijk op de hoogte van zijn afwezigheid.

Art. 4. De werknemer die het ambt of mandaat van burgemeester, schepen, voorzitter of lid van een bureau van een districtsraad of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn opneemt en die de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst wenst te schorsen voor de uitoefening van zijn mandaat of ambt op basis van artikel 4bis, § 2, van de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat, brengt zijn werkgever schriftelijk op de hoogte van de datum waarop de schorsing een aanvang zal nemen evenals van de duur ervan.

Bij de aanvang van de uitoefening van zijn ambt of mandaat van burgemeester, schepen, voorzitter of lid van een bureau van een districtsraad of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, brengt de werknemer zijn werkgever hiervan op de hoogte ten laatste op de datum waarop de schorsing begint te lopen.

Ingeval van hernieuwing van een schorsing of ingeval van een schorsing die begint te lopen tijdens de uitoefening van een ambt of mandaat, licht de werknemer zijn werkgever hierover in ten minste een maand voor de datum waarop de hernieuwing of de schorsing een aanvang neemt, tenzij de werkgever een kortere termijn aanvaardt.

Art. 5. In artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 28 december 1976 betreffende de duur en de voorwaarden van de gebruikmaking van het verlof, verleend bij de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 oktober 1980, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « met uitsluiting van het mandaat of de ambt van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn » worden ingevoegd tussen de woorden « uitvoerend college » en « omvat ».

2° In de tabel vermeld in 3°, worden de kolommen die betrekking hebben op de burgemeester, de schepenen en de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 19 juli 1976, *Belgisch Staatsblad* van 24 augustus 1976.

Wet van 23 maart 2001, *Belgisch Staatsblad* van 5 april 2001.